

Conjoncture Nous sommes toujours à la recherche d'un nouveau modèle de développement. Beaucoup de conférences, d'ateliers, d'émissions télévisées et d'initiatives de la société civile, ont mis ce «nouveau» modèle au centre de leurs activités. Et pourtant, l'absence d'une réelle réflexion pilotée par le gouvernement et engageant l'ensemble des acteurs est notoire. PAR **DRISS AL ANDALOUSSI**

Les secteurs économiques qui s'en sortent le mieux ... et les autres



Bien que la culture des diagnostics ne soit plus « *constructive* », il est indéniable que la lecture critique des performances sectorielles reste d'un apport certain pour la fixation du plan de route devant mener à la mise en place d'un nouveau modèle de développement.

Un examen multidimensionnel et un tableau de bord

Deux documents permettent de cibler les atouts et les faiblesses des différents secteurs économiques. Il s'agit du rapport ayant porté sur l'examen multidimensionnel du Maroc de l'OCDE et du Tableau de bord sectoriel produit par la DEPF relevant du ministère de l'Economie et des Finances. Les deux documents mettent l'accent sur les points

positifs ayant jalonné la marche du pays vers plus d'efficacité économique, mais aussi sur les défis à relever pour dépasser les blocages qui freinent l'accès à l'émergence.

Le tableau de bord revêt une importance stratégique pour ceux qui pilotent notre économie. Il offre aux analystes et aux décideurs le moyen de disposer d'un panorama sur les différents secteurs de l'économie. Les données relatives par le tableau de bord et par l'examen multidimensionnel de l'OCDE, contribueront certainement à la construction du projet d'un nouveau modèle de développement. Offrant la possibilité de mesurer l'impact des différentes politiques sectorielles sur les performances économiques et notamment sur l'emploi, ces deux travaux mesurent le rôle de chaque secteur sur la

création de valeurs ajoutées, des emplois et sur la structure du PIB.

Douze secteurs ont fait l'objet de l'étude relative au tableau de bord qui couvre une période s'étalant sur dix-huit années. Le secteur tertiaire continue son évolution en tant que principal pourvoyeur de valeurs ajoutées avec 56,5% du PIB au moment où le secteur primaire (agricole) ne représente que 13,9%. Le tableau de bord permet de lire l'évolution des secteurs agricoles, des mines, de l'énergie et de l'eau, de l'industrie, du bâtiment, des transports, du tourisme, des postes et télécommunications, des banques et des assurances. La presque totalité de ces secteurs est couverte par des politiques publiques sectorielles. L'OCDE estime que leur mise en cohérence « *fournirait à l'administration marocaine les capacités de faire*

fructifier les réformes et contribuerait ainsi à avoir des effets majeurs sur de nombreux pans de l'action publique. »

La cohérence des politiques publiques: le défi à relever

Les constats de l'OCDE portent sur l'impact des politiques publiques et notamment sur celles liées à l'éducation et à la formation professionnelle sur la compétitivité, les performances en matière de créations d'emplois. Cette organisation considère que «Le modèle de développement évolue pour s'enrichir et corriger ses déséquilibres internes » et notamment pour réduire les déficits commerciaux et modifier la structure des importations et partant, alléger le poids qui pèse sur le compte courant des balances des paiements. Ainsi et malgré la valeur ajoutée contenue dans les exportations, «Le Maroc doit encore rattraper un écart en matière

Le secteur tertiaire continue son évolution en tant que principal pourvoyeur des valeurs ajoutées avec 56,5% du PIB au moment où le secteur primaire (agricole) ne représente que 13,9%.

de compétitivité par rapport au reste du monde», car la majorité des entreprises marocaines restent très loin de la frontière de la compétitivité mondiale. Le rapport de l'OCDE a ciblé quatre secteurs dont «deux... sont liés aux métiers mondiaux qui ont réussi (l'automobile et le secteur électrique/électronique), un secteur lié à un métier mondial qui a de plus faibles performances (l'agroalimentaire, dont la croissance moyenne des exportations fait partie des plus faibles métiers mondiaux sur la période 2013-16 [BAD, 2017]2), et le dernier est transversal (l'emballage/

conditionnement)». Les recommandations de l'OCDE portent essentiellement sur la nécessité de soutenir l'innovation dans « le cadre de sa recherche de compétitivité, notamment industrielle » et de développer « la logistique et des transports pour améliorer la compétitivité de l'économie marocaine ». La réduction de la part de l'informel dans ce secteur pourrait avoir un impact positif sur la qualité des prestations. Mais l'équation à résoudre, reste celle de l'éducation et de la capacité à adapter les systèmes de formation aux besoins de développement des activités économiques. ■

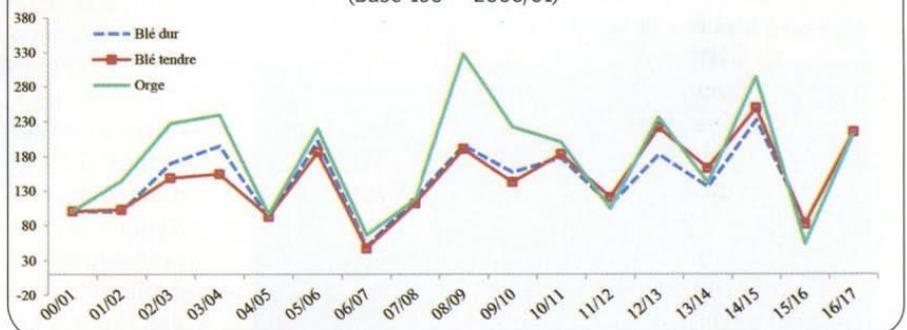
→ AGRICULTURE

Ce secteur continue de jouer un rôle très important au niveau de l'emploi. Le nombre de travailleurs dans l'agriculture dépasse les 4 millions, soit 38,7% de la population active occupée. Le rapport met en relief le rôle du Plan Maroc Vert lancé en 2008 en précisant son rôle dans le renforcement de «la résilience de la valeur ajoutée agricole en renforçant le poids des filières à forte valeur ajoutée et en améliorant la productivité de la filière céréalière». Le taux de croissance annuel moyen réalisé par le secteur agricole s'est établi à 6% entre 2008 et 2017 et ce, grâce, entre autre, à l'effort d'investissement public (de 3,1 milliards de DH à 9,9 milliards de DH) et privé (de 1 milliard à 3,3 milliards de dhs) soit un taux de croissance annuel de 14,4%.

Les défis à relever sont très importants selon la DEPF. Il s'agit en premier lieu de «La durabilité du modèle de développement agricole face au phénomène irréversible du changement climatique et de ses effets dévastateurs sur les bases productives de l'agriculture. » la question de La valorisation de la production agricole nécessite une redynamisation de l'agrégation agricole, afin «d'assurer une meilleure adéquation entre l'offre agricole et la demande agroindustrielle». Le renforcement du lien entre l'agriculture, le développement rural et le développement de la compétitivité à l'international, restent prioritaires et nécessitent un ancrage au niveau de la politique sectorielle.



Evolution en indice de la production des trois principales céréales (Base 100 = 2000/01)

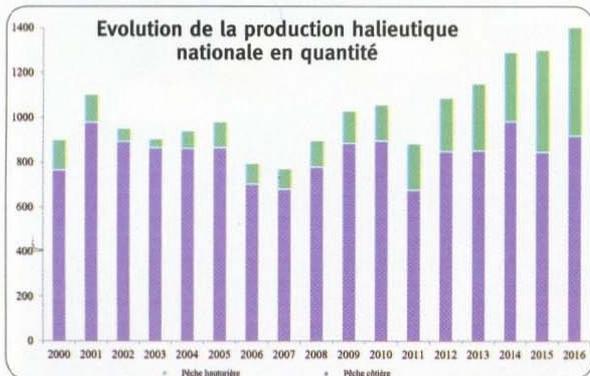


Source : ministère de l'Agriculture et de la Pêche Maritime + Calcul DEPF

→ PÊCHES MARITIMES

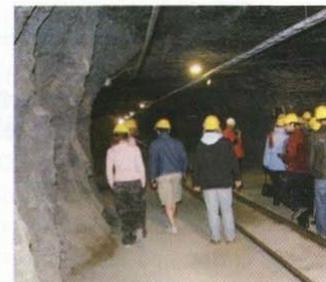


Le secteur des pêches maritimes contribue à hauteur de 1% au total des valeurs ajoutées aux prix courants et 7,3% à celles relatives aux activités primaires entre 2008 et 2017. En 2017, les débarquements de la pêche côtière ont augmenté, pour s'établir à 1310 milles tonnes contre 918 en 2016 et de 7285 millions de dirhams contre 6753 un an auparavant. »



→ MINES

Le secteur des mines contribue à hauteur de 3,2% au total des valeurs ajoutées aux prix courants et 11,1% à celles relatives aux activités secondaires entre 2008 et 2017. Il emploie directement plus de 53.900 personnes, soit 0,5% de la population active occupée en 2016 ». Sa contribution aux exportations est très importante et notamment au niveau de la filière des phosphates et dérivés. Le chiffre d'affaires de l'OCP à l'export dépasse les 50 milliards de dhs et constitue un des piliers qui contribuent à l'allègement du déficit commercial. Les investissements de cet organisme connaîtront une intensification qui porterait leur volume à plus de 100 milliards de dhs.



→ EAU

La production d'eau potable au Maroc est de 1168 millions de m³ en 2017, avec un patrimoine de 140 grands barrages d'une capacité globale de stockage de 17,6 milliards de m³. Ces infrastructures ont permis l'accès quasi généralisé à l'eau potable en milieu urbain et un taux d'accès d'environ 96% en milieu rural, l'irrigation de près de 1,5 million d'hectares et la protection contre les inondations de vastes territoires. » Le risque hydrique est un risque qui appelle des actions publiques stratégiques. Le potentiel des ressources en eau renouvelables au Maroc rapporté au nombre des habitants s'est détérioré, en passant de 2 560 m³ en 1960 à 650 m³ actuellement. En 2030 le Maroc pourrait connaître un déficit hydrique devant atteindre 2,3 milliards de m³.



→ ÉNERGIE

Le secteur de l'énergie contribue à hauteur de 2,2% au total des valeurs ajoutées aux prix courants et 7,4% à celles relatives aux activités secondaires entre 2008 et 2017. Il emploie directement plus de 44.700 personnes en 2016, soit 0,4% de la population active occupée. » Le tableau de bord expose l'ensemble des efforts consistant à diversifier le bouquet énergétique marocain à travers le choix des énergies renouvelables qui devraient contribuer à la production énergétique globale à hauteur de 52% en 2030. »



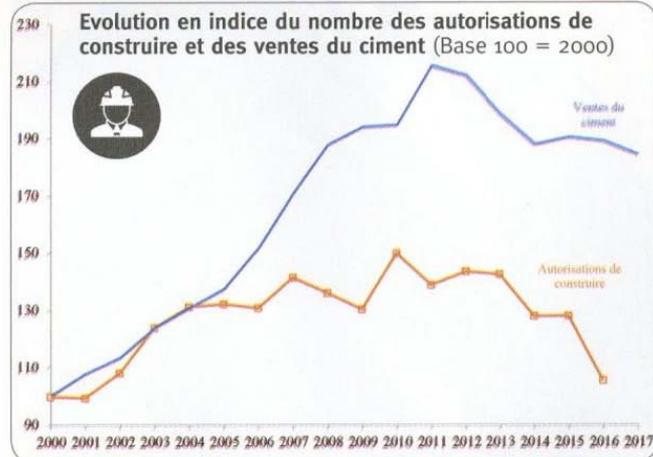
→ INDUSTRIE MANUFACTURIÈRE

Le secteur de l'industrie contribue à hauteur de 17,5% au total des valeurs ajoutées aux prix courants et 60,2% à celles relatives aux activités secondaires entre 2008 et 2017. Il emploie plus de 1,1 million de personnes en 2016, soit 10,4% de la population active occupée. » Le plan de l'accélération industrielle lancé en 2014 continue, selon le tableau de bord, à renforcer le tissu industriel tant au niveau de la création de la valeur ajoutée, qu'au niveau de la création d'emplois. Le taux de croissance réalisé entre 2014 et 2017 se situe autour de 10% et le nombre d'emplois créés avoisine les 289.000. Le concept des nouveaux métiers du Maroc qualifie les sous-secteurs de l'industrie qui réalisent des performances et notamment dans la construction d'automobiles. La contribution de ces nouveaux métiers au niveau des exportations a connu une croissance soutenue.



→ BÂTIMENT ET TRAVAUX PUBLICS

Le secteur du bâtiment et travaux publics contribue à hauteur de 6,2% au total des valeurs ajoutées aux prix courants et 21,3% de celles relatives aux activités secondaires entre 2008 et 2017. Il emploie plus d'un million de personnes en 2017, soit 9,8% de la population active occupée, dont 11,2% dans le milieu urbain». La lecture des évolutions de ce secteur montre la chute brutale du secteur de l'immobilier depuis 2011. La baisse de la production atteint 51% et les mises en chantier ont connu des baisses qui ont oscillé entre 35% et 6,4% entre 2011 et 2015. La vente du ciment en tant que baromètre du secteur continue d'enregistrer des baisses, dont celle de 2017 qui s'est située à 2,54%.

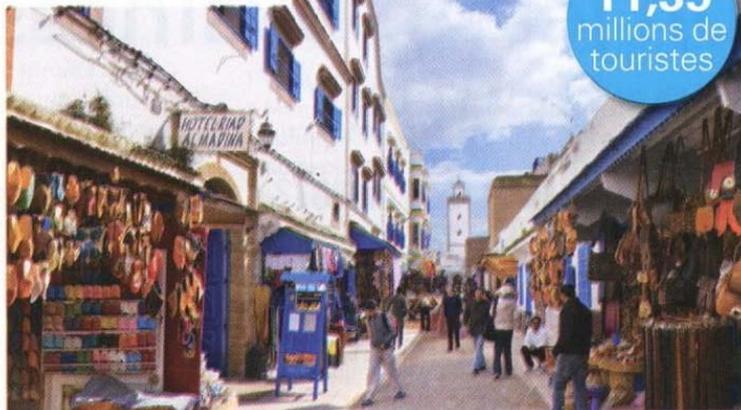


→ LOGISTIQUE

Le secteur du transport contribue à hauteur de 4% au total des valeurs ajoutées aux prix courants et 7% à celles relatives aux activités tertiaires entre 2008 et 2017. Ce secteur emploie près de 500.000 personnes en 2016, soit 4,6% de la population active occupée, dont 6,8% dans le milieu urbain ».

500 000
Employés

→ TOURISME



11,35
millions de
touristes

Le secteur du tourisme contribue à hauteur de 6,6% au PIB national en 2017, soit une légère hausse par rapport à 2016 (6,2%). Le secteur continue à drainer des recettes importantes évaluées à 69,7 milliards de dirhams, et à attirer 11,35 millions de touristes, soit 14,6%, plus de 22 millions de nuitées dans les hôtels classés en 2017. »

→ TÉLÉCOMMUNICATIONS

Le secteur de télécommunications contribue à hauteur de 3,1% au total des valeurs ajoutées aux prix courants et de 5,4% à celles relatives aux activités tertiaires entre 2008 et 2017. En 2017, le secteur compte plus de 46 millions d'abonnés (téléphone fixe et mobile) et 22 millions d'internautes.»

46 millions
d'abonnés

→ ASSURANCES

Le taux de pénétration (la part des primes d'assurance dans le PIB) s'est amélioré depuis 2015, passant de 3,2% à 3,7% en 2017, avec 1,6% de l'assurance vie et 2,1% pour l'assurance non vie. Avec ce taux, le Maroc occupe le 41ème rang mondial au lieu du 43ème en 2016, le 1er rang au niveau du monde Arabe et occupe la 3ème place après l'Afrique du Sud et la Namibie ».

3,7%
taux de
pénétration
en 2017

→ BANQUE

En 2017, le Produit Net Bancaire (PNB) global a baissé à 46 milliards de dirhams et 1271 milliards de dirhams pour le total bilan. Le total des dépôts collectés s'est situé à 901 milliards de dirhams et 744,6 milliards de dirhams pour les crédits octroyés.»



901
Mrds DH
dépôts
bancaires